



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

**Quarante-quatrième session
«Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence»**

Rome (Italie), 9-13 octobre 2017

**ACTIVITÉS INTERSESSIONS DU CSA SUR LA NUTRITION:
RÉSUMÉS**

I. CONTRIBUTION DU CSA À LA DÉCENNIE D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR LA NUTRITION (2016-2025) – DÉBAT DU GROUPE DE TRAVAIL À COMPOSITION NON LIMITÉE SUR LA NUTRITION

1. Reconnaissant que les causes de la malnutrition sont complexes et multidimensionnelles, et qu'elles nécessitent une intensification des efforts consentis par toutes les parties prenantes, notamment par le système des Nations Unies, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a approuvé, à sa quarante-troisième session plénière, un projet de stratégie sur la «Mobilisation du CSA au service de la nutrition». Cette stratégie définit une vision devant permettre au CSA d'intensifier ses travaux sur la nutrition, avec une orientation initiale sur les systèmes alimentaires, et présente une série d'activités pour les années à venir à l'appui de cet engagement, qui seront réalisées dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) et des efforts mondiaux pour la réalisation des Objectifs de développement durable. Le document appelle en outre les membres et les parties prenantes du CSA à «examiner, au cours de la période intersessions 2016-2017, le programme de travail de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition», et à «définir la contribution potentielle du CSA dans le cadre du mandat qui lui est confié».

2. La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 1^{er} avril 2016, concerne tout le monde. Elle représente une opportunité pour toutes les parties prenantes de prendre des mesures, de travailler ensemble à éliminer la malnutrition sous toutes ses formes, et de créer et de maintenir une dynamique tout au long de la Décennie, dans le but d'atteindre les objectifs fixés d'ici à 2025. Le Programme de travail de la Décennie pour la nutrition, élaboré conjointement par la FAO et l'OMS en collaboration avec d'autres

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mu271

partenaires (PAM, FIDA, UNICEF), propose un cadre d'orientation des efforts collectifs, ainsi que des principes directeurs, des propositions de domaines d'action, des moyens de mise en œuvre, et des dispositions en matière de gouvernance et de responsabilité.

3. Le Groupe de travail à composition non limitée du CSA sur la nutrition s'est réuni le 10 février 2017 et a examiné le projet de Programme de travail pour la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, ainsi qu'un document de référence «Mobilisation du CSA au service de la nutrition et sa contribution à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025» (document CFS OEWG-Nutrition 2017/02/10/02). Le débat a été ouvert par une présentation conjointe de la FAO et de l'OMS sur la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et sur la première version du projet de Programme de travail. La proposition de l'OMS et de la FAO suggère que le CSA pourrait contribuer à la mise en œuvre du Programme de travail en: i) instaurant un dialogue sur la responsabilité avec ses membres et ses parties prenantes; ii) établissant une plateforme favorisant le débat et une plus grande convergence des politiques; iii) encourageant les engagements et les actions; et iv) soutenant la mise en place de réseaux d'action.

4. Les membres du CSA et les parties prenantes ont fourni des commentaires sur le projet de Programme de travail, et ont demandé des éclaircissements à propos de certains rôles que le CSA a été invité à jouer, qui pourraient contribuer à la rédaction de la prochaine version. Les membres du CSA et les parties prenantes ont renouvelé leur engagement à soutenir l'effort collectif visant à éliminer toutes les formes de malnutrition, qui sera guidé par la stratégie du CSA en matière de nutrition adoptée par le Comité à sa quarante-troisième session. Les premières contributions concrètes du CSA à la Décennie d'action en rapport avec la stratégie ont été les suivantes:

- un rapport indépendant fondé sur des données probantes réalisé par le Groupe d'experts de haut niveau du CSA sur la sécurité alimentaire et la nutrition (octobre 2017);
- des orientations politiques inclusives sur la nutrition et les systèmes alimentaires en vue de promouvoir la convergence des politiques au niveau mondial (octobre 2019);
- le partage de enseignements et des expériences sur la nutrition (octobre 2017 et octobre 2018, et biennal);
- des rapports sur la mise en œuvre des actions pour la nutrition (biennal à compter d'octobre 2017).

5. Le rôle du CSA dans la promotion de la cohérence et de la convergence des politiques au niveau mondial prendra la forme d'orientations inclusives portant sur la nutrition et les systèmes alimentaires qui devraient constituer la principale contribution à la Décennie d'action, ainsi que l'organisation de sessions biennales pour le partage des enseignements et des expériences. D'autres partenaires comme la FAO, l'OMS et d'autres encore auront l'opportunité de suivre les progrès accomplis dans le domaine de la nutrition et des activités engagées dans le sillage de la CIN2, et les éventuelles lacunes.

6. Le Groupe de travail à composition non limitée a reconnu que la section du Programme de travail de la Décennie d'action qui recense les engagements devant être régulièrement mis à jour pourrait offrir la possibilité au Comité de faire le point sur son propre travail et sur les progrès globaux, et de réfléchir aux possibilités d'intensifier davantage ses efforts. Si nécessaire, la Stratégie du CSA en matière de nutrition pourrait être actualisée après 2019.

II. PREMIÈRE MANIFESTATION INTERSESSIONS SUR LA NUTRITION: L'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES SAINS (9 MAI 2017)

7. Cette manifestation fait partie d'une série de manifestations visant à «faire émerger une vision commune des enjeux et jeter les fondements d'une intervention éclairée du Comité sur le plan de la convergence des politiques» en matière de nutrition et de systèmes alimentaires, conformément à la

stratégie «Mobilisation du CSA au service de la nutrition» approuvée par le CSA à sa quarante-troisième session.

8. Le thème a été proposé par le Groupe de travail à composition non limitée du CSA sur la nutrition, sur la base du document de travail du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition. Cette manifestation a constitué l'une des nombreuses activités du CSA en faveur de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025)¹ et de la mise en œuvre du Cadre d'action² de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), au cours de laquelle les États Membres se sont engagés à investir davantage dans des interventions efficaces de nature à améliorer le régime alimentaire et la nutrition des populations et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

9. Elle a mis en lumière les perspectives qu'offrent les différents systèmes alimentaires en matière d'interventions en faveur de la nutrition et de la santé humaine, ainsi que les contraintes qu'ils imposent. Elle a fourni un cadre d'analyse théorique ainsi que des exemples concrets sur la façon dont différentes parties prenantes ont cherché à mettre en place des systèmes alimentaires plus sains grâce à des investissements spécifiques dans des contextes différents.

10. La manifestation a contribué à obtenir une meilleure vision des domaines dans lesquels des efforts supplémentaires semblent nécessaires pour orienter davantage les systèmes alimentaires vers de bons résultats nutritionnels, notamment en mettant l'accent sur les répercussions pour d'autres secteurs en examinant les liens, les tensions et les compromis en jeu.

11. Cette journée a permis d'exposer des enseignements (notamment les défis et les contraintes), de faire passer des messages fondamentaux et de formuler des commentaires qui peuvent être résumés en plusieurs points, à savoir:

- a) Les systèmes alimentaires sont complexes et divers. Ils évoluent constamment et rapidement car ils sont soumis à de fortes influences extérieures telles que la croissance démographique, l'évolution du climat et l'urbanisation. Il convient de tout prendre en compte lorsqu'il s'agit d'analyser les systèmes alimentaires à l'échelle nationale et locale et de recenser les moyens permettant d'accroître leur incidence positive sur la nutrition.
- b) Dans ce contexte dynamique les rôles et la position des femmes doivent être pris en considération lors de la planification d'activités devant mener à de meilleurs résultats en matière de nutrition.
- c) Il est important d'adopter une approche multisectorielle pour améliorer les systèmes alimentaires car ces derniers sont un point de contact stratégique et constituent un prisme par lequel il est possible d'analyser les interactions complexes des nombreuses politiques publiques qui s'ajoutent à celles liées à l'agriculture, en premier lieu celles liées à la santé, mais aussi à la planification rurale et urbaine, à l'éducation, au transport et à la logistique, à l'environnement, et à la croissance économique.
- d) Il a été rappelé que les systèmes alimentaires ne sont pas en eux-mêmes bons ou mauvais, sains ou malsains. Ils représentent un facteur parmi bien d'autres permettant d'améliorer les résultats dans le domaine de la nutrition. Ils contribuent cependant à l'obtention de résultats plus ou moins souhaitables en matière de nutrition ainsi qu'à d'autres objectifs sociaux. Cependant, malgré des réalisations considérables, notamment dans la lutte contre la faim, les systèmes alimentaires ne permettent pas suffisamment l'accès à des régimes

¹ Résolution A/70/L.42 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

² ICN2 2014/3 Corr.1.

alimentaires sains car tous les pays dans le monde souffrent d'au moins une forme de malnutrition.

e) Les politiques publiques ont une forte influence sur la contribution de l'agriculture et des systèmes alimentaires à une alimentation saine et à une nutrition de qualité. Comme le souligne l'exemple brésilien présenté, les approches des pouvoirs publics à l'échelle nationale et infranationale sont essentielles pour faire face à la complexité des systèmes alimentaires et des investissements menant à une meilleure nutrition. Il est en outre possible de créer des synergies positives en faisant le lien entre les programmes d'alimentation scolaire et les petits producteurs agricoles. Les dépenses publiques d'infrastructure peuvent donner lieu à des investissements plus efficaces dans l'agriculture et à une meilleure nutrition.

f) Il a été rappelé que le secteur privé et les agriculteurs sont des partenaires clés pour y parvenir. Des politiques publiques élaborées de manière stratégique peuvent encourager le secteur privé à apporter des contributions positives, comme l'illustre le cas de la Côte d'Ivoire, notamment dans l'utilisation des technologies en faveur d'une alimentation plus saine. Cet exemple rappelle également qu'il est important de tenir compte de l'évolution des habitudes des consommateurs et d'y adapter la façon d'utiliser les aliments enrichis pour améliorer la nutrition.

g) Le rôle de la société civile dans le choix de pratiques durables a également été mis en lumière, notamment celui des traditions culturelles reposant sur des valeurs ancestrales et l'agroécologie, comme l'illustre le cas du Guatemala, et celui des messages axés sur le droit à des aliments sains, qui aident les consommateurs à faire les bons choix.

h) Les investissements publics dans les systèmes alimentaires devraient être en adéquation avec les autres objectifs sociaux. Trop souvent, les politiques agricoles et industrielles ignorent leurs répercussions sociales et sanitaires. Les pouvoirs publics ont la responsabilité d'améliorer le bien-être social et devraient s'assurer que leurs politiques d'investissement sont en adéquation avec cet objectif.

i) Une approche multipartite qui réunit tous les acteurs d'un même système alimentaire est indispensable pour identifier les investissements utiles et optimiser leur efficacité pour une meilleure nutrition.

j) L'éducation et le renforcement des capacités des acteurs concernés dans le système alimentaire, ainsi que l'engagement des communautés, jouent un rôle central dans la compréhension des systèmes alimentaires locaux et dans l'identification des carences nutritionnelles et de leurs causes, ainsi que des éléments du système qui pourraient bénéficier d'investissements favorables à des résultats plus sains. Comme le montre l'expérience de la ville de Turin, il est primordial d'aider les petits producteurs locaux et de raccourcir les distances entre ces derniers et les consommateurs, appelés «coproducteur» dans cet exemple.

k) Il est possible d'améliorer les régimes alimentaires, car tous les systèmes alimentaires ont la capacité de produire les aliments sains qui sont nécessaires à une bonne nutrition et à une bonne santé. Les investissements dans les systèmes alimentaires doivent être adaptés aux contextes particuliers. Les décisions en matière d'investissement doivent tenir compte des variations des systèmes alimentaires et tirer les enseignements des autres expériences.

l) Les investissements sont plus efficaces lorsqu'ils sont faits dans des conditions favorables, et lorsque les interventions se renforcent mutuellement en créant différents types de capital (humain, financier, physique).

m) Les pays et les investisseurs doivent encore combler d'importantes lacunes dans leurs connaissances sur la meilleure manière de choisir parmi les investissements possibles, et de leur donner la priorité en fonction du système alimentaire et du contexte nutritionnel. Les banques de développement et d'autres institutions financières peuvent jouer un rôle majeur en

fournissant des informations financières contextualisées qui permettent de mieux déterminer les investissements prometteurs en matière d'amélioration de la nutrition et de la santé.

n) Davantage de données probantes sont nécessaires pour établir les liens entre les systèmes alimentaires et les résultats en matière de nutrition, en particulier lorsque plusieurs questions sont en jeu: la santé, la productivité, la rentabilité et la durabilité.

o) La nécessité de tenir compte des aspects environnementaux dans les investissements liés aux systèmes alimentaires est apparue clairement dans les discussions, tout comme l'inquiétude liée au fait que ces systèmes devaient satisfaire les besoins d'une population mondiale croissante.

12. Il a été rappelé aux participants que cette manifestation constituait une étape d'un processus qui pourrait servir de base à d'éventuels travaux en faveur de la convergence des politiques. Il a aussi été rappelé que le CSA, à sa quarante-quatrième session, célébrera une Journée de la nutrition (10 octobre) qui constituera une autre contribution à ce processus et que le Forum FSN a lancé un appel à communication d'exemples et de bonnes pratiques en matière d'investissements favorables à des systèmes alimentaires sains.

13. En conclusion, le Président du Groupe de travail à composition non limitée a remercié le Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition de son partenariat dans le cadre de cette manifestation, Mme Carin Smaller de l'IIDD, modératrice du Forum, Mme Rachel Nugent, auteure du document de référence, les quatre intervenants Marie Konaté, Lilian Rahal, Antonio Gonzales et Andrea Pezzana, et tous les participants qui se sont exprimés au cours de la journée, ainsi que le Secrétariat du CSA, organisateur de la manifestation.

III. DEUXIÈME MANIFESTATION INTERSESSIONS SUR LA NUTRITION: ÉVALUATION DE L'IMPACT DES POLITIQUES VISANT À FAVORISER UN ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE ET DES RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS (26 MAI 2017)

14. Cette manifestation est la deuxième d'une série de manifestations visant à «faire émerger une vision commune des enjeux et jeter les fondements d'une intervention éclairée du Comité sur le plan de la convergence des politiques» en matière de nutrition et de systèmes alimentaires, conformément à la stratégie «Mobilisation du CSA au service de la nutrition».

15. Elle constitue une contribution à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), à la mise en œuvre du Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), et au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les débats ont mis en lumière comment les outils d'évaluation des impacts, à la fois en amont et en aval, peuvent fournir aux décideurs une analyse de la situation et des incidences potentielles des politiques sur l'environnement alimentaire et les régimes alimentaires. Dans ce domaine, les décisions doivent s'appuyer sur toutes les données disponibles, mais des efforts sont nécessaires aux niveaux national et international en vue d'améliorer la disponibilité de données et d'informations, notamment sur les environnements alimentaires et les régimes alimentaires. Les indicateurs doivent correspondre à une vision convenue du système alimentaire, qui prend en compte l'évolution des régimes alimentaires et des modèles de consommation.

16. Dans de nombreux cas, les informations peuvent être améliorées en utilisant les systèmes de collecte des données existants. On peut noter parmi les enseignements présentés au cours des débats l'importance du suivi des prix d'un large éventail d'aliments nutritifs, ce qui permet d'évaluer régulièrement leur accessibilité économique et d'orienter les décisions en matière de politiques, de production et de programmes en vue d'améliorer l'accès à des régimes sains, c'est-à-dire des régimes

diversifiés et adaptés, qui répondent aux besoins en nutriments et ne comprennent pas trop d'aliments surtransformés, de sucres ajoutés, de sel et de matières grasses. Lorsque l'accès aux données primaires est limité, les données secondaires peuvent se révéler très utiles pour élaborer et évaluer les politiques. Comme le montre l'exemple présenté par les représentants de l'Indonésie et du Ghana, le suivi des prix alimentaires et les enquêtes sur les dépenses des ménages peuvent constituer de bonnes sources de données pour estimer le coût de régimes alimentaires sains et nutritifs, en évaluer l'accessibilité économique, et proposer des options pour réduire les coûts des régimes nutritifs et/ou augmenter le pouvoir d'achat. Les systèmes de suivi bénéficient de l'élaboration d'indicateurs spécifiques visant à assurer que les systèmes alimentaires permettent l'accès à des aliments adaptés qui satisfont aux besoins nutritionnels, comme le coût de la diversité alimentaire, de l'adéquation des apports en nutriments, et des régimes alimentaires recommandés.

17. La manifestation a souligné qu'une approche multidimensionnelle du suivi des politiques, qui ne se limite pas aux secteurs de l'agriculture et de la santé, est indispensable pour faire face efficacement à la complexité de la prise de décisions quand il s'agit d'améliorer la nutrition. Comme il est apparu clairement dans l'exemple mexicain, le contexte familial et socioéconomique, notamment l'accès à l'éducation ou les conditions de vie urbaines par exemple, doit être bien compris pour faire face aux nombreux défis et contraintes auxquels se heurte l'amélioration de la nutrition.

18. Favoriser l'adoption d'un régime sain implique plusieurs étapes. Il faut s'assurer que la population sache quels aliments constituent des sources importantes de nutriments nécessaires, en particulier dans les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, tels que les enfants de moins de deux ans et les femmes enceintes et allaitantes. Les aliments complémentaires enrichis peuvent se révéler essentiels pour répondre aux besoins de ces groupes, comme l'a illustré l'expérience de l'Indonésie, tout comme les aliments traditionnels. Il est en outre crucial de disposer d'informations sur le régime alimentaire d'une population afin d'orienter cette population vers des régimes alimentaires plus sains. Cela nécessite d'obtenir des données sur la consommation alimentaire, qui est plus difficile à mesurer que la consommation de «nutriments isolés», comme le sel par exemple.

19. La manifestation a souligné l'importance d'une approche à parties prenantes rassemblant des acteurs spécialisés, les communautés, le secteur privé, la société civile et divers secteurs gouvernementaux à différents niveaux d'administration en vue d'élaborer, de collecter et d'analyser les informations nécessaires pour vérifier de manière régulière l'impact des politiques sur la nutrition et garantir le respect du principe de responsabilité, parallèlement à l'éventuel ajustement des politiques.

20. Les thématiques et les problèmes soulevés pendant le débat sont les suivants:

- a) La nutrition devrait faire explicitement partie des discussions sur les incidences des différentes politiques.
- b) Les politiques devraient être évaluées non seulement en fonction de leurs incidences sur la nutrition, mais aussi plus généralement sur la santé humaine et l'environnement, et également en fonction des effets (intentionnels ou non) sur les autres secteurs. Il pourrait être nécessaire de mettre en place un jeu complet d'indicateurs.
- c) Les mesures nationales et internationales doivent être améliorées et mises à jour pour refléter les objectifs nutritionnels nationaux et internationaux. Il a été suggéré que ces mesures soient en adéquation avec la vision du CSA présentée dans «Mobilisation du CSA au service de la nutrition».
- d) Le partage des expériences et des enseignements entre les pays est utile pour encourager l'intégration des objectifs en matière de nutrition dans une large gamme de politiques.
- e) Il apparaît nécessaire de régler le problème des conflits d'intérêts dans les débats sur les politiques en faveur d'une meilleure nutrition. Un dialogue préalable entre les différents

secteurs et les différentes parties prenantes peut contribuer à atténuer ce problème.

f) Dans certains cas, l'évaluation de l'impact des politiques peut contribuer à lutter contre la volatilité des prix des aliments nutritifs.

g) L'élaboration des systèmes de suivi peut se faire de manière flexible afin de permettre des ajustements et des adaptations aux différentes situations et contextes aux niveaux national et international.

h) Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale constitue une plateforme, dans le cadre de la Décennie pour la nutrition, pour discuter des orientations multisectorielles inclusives destinées à accompagner, à l'échelle mondiale, les transformations des systèmes alimentaires et de l'environnement en vue d'améliorer la nutrition dans les pays.

21. En conclusion, le Président du Groupe de travail à composition non limitée a remercié le Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition de son partenariat dans le cadre de cette manifestation; Mme Lynnette Neufeld de l'AMAN, modératrice du Forum; Mme Anna Herforth, auteure du document de référence; les cinq intervenants, John Nortey, Directeur adjoint de la recherche et de l'information, Ministère de l'alimentation et de l'agriculture (Ghana); Aldo Verver Y Vargas Duarte, Directeur général adjoint de la Commission pour la protection contre les risques sanitaires (Mexique); Vivi Yulaswati, Directrice de la réduction de la pauvreté et de la protection sociale, Ministère de la planification (Indonésie); Nick Deschuyffeeler, Manager au Département politique alimentaire, Fédération de l'industrie alimentaire (Belgique); et Ana Paula Bortoletto, Directrice des programmes pour des régimes alimentaires sains de l'Institut pour la protection des consommateurs (Brésil); et tous les participants qui se sont exprimés au cours de la journée, ainsi que le Secrétariat du CSA, qui a organisé la manifestation.

IV. RÉALISER LA CIBLE MONDIALE 2025 SUR LE RETARD DE CROISSANCE – INVESTIR DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES POUR PRÉVENIR LE RETARD DE CROISSANCE (22 SEPTEMBRE 2017)

22. Cette manifestation était la troisième d'une série de manifestations visant à «faire émerger une vision commune des enjeux et jeter les fondements d'une intervention éclairée du Comité sur le plan de la convergence des politiques» en matière de nutrition et de systèmes alimentaires, conformément à la stratégie «Mobilisation du CSA au service de la nutrition». Elle constitue une contribution à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), à la mise en œuvre du Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), et au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

23. Le retard de croissance est une des formes les plus graves de la dénutrition, et l'un des principaux obstacles au développement humain; il concerne environ 155 millions d'enfants de moins de cinq ans dans le monde. Il a des conséquences à long terme sur les individus et les sociétés, notamment des troubles du développement cognitif et physique, la réduction des capacités productives et un mauvais état de santé, ainsi qu'un risque accru de souffrir de maladies dégénératives.

24. En 2012, l'Assemblée mondiale de la Santé a approuvé un Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant, qui définit six cibles mondiales en matière de nutrition pour 2025. La première cible concerne le retard de croissance. L'objectif est de diminuer de 40 pour cent le nombre d'enfants des moins de cinq ans qui présentent un retard de croissance. Si la tendance actuelle perdure, les projections indiquent que cet objectif ne sera pas atteint car 127 millions d'enfants de moins de cinq ans souffriront encore de retard de croissance en 2025. Par

conséquent, des investissements et des mesures supplémentaires sont nécessaires pour atteindre l'objectif de l'Assemblée mondiale de la Santé à l'horizon 2025 et réduire ce nombre à 100 millions.

25. Le retard de croissance a de nombreuses causes, qui peuvent être immédiates (insuffisance des apports alimentaires et maladie) ou sous-jacentes et fondamentales (pauvreté, contexte social, économique et politique). Certaines causes sous-jacentes sont directement liées au fonctionnement des systèmes alimentaires, et à leur façon de fournir une alimentation saine de manière durable, ou à leur défaillance dans ce domaine.

26. Alors que les causes immédiates peuvent varier d'une forme de malnutrition à l'autre, retard de croissance et obésité par exemple, les causes sous-jacentes et fondamentales sont souvent similaires. Il s'agit notamment: de revenus insuffisants, de la pauvreté en matière de capital humain, social et physique, de l'absence d'accès aux ressources naturelles, ou du contexte social, économique et politique plus général. On observe de plus en plus souvent que ces différentes formes de malnutrition coexistent, parfois au sein d'un même foyer.

27. Les expériences nationales et les travaux des organismes des Nations Unies présentés durant la manifestation ont montré que les politiques nationales devraient s'attaquer à toutes les formes de malnutrition en même temps et éviter une approche cloisonnée qui donne lieu simultanément à une baisse du retard de croissance et à une augmentation de l'obésité.

28. En raison de ses causes multiples (assainissement, inégalité entre les sexes, manque d'instruction, pauvreté, absence de nourriture suffisamment diversifiée), la lutte contre le retard de croissance et les autres formes de malnutrition exige une approche intégrée des systèmes alimentaires et une réponse multisectorielle.

29. Les interventions de la FAO, du FIDA et de l'OMS mettent toutes en avant la conviction profonde que le retard de croissance peut être évité et que sa prévalence peut être réduite. L'OMS, en tant qu'organisme normatif, a rappelé l'importance de ses recommandations éclairées par des données probantes concernant ce qui constitue un régime alimentaire sain, par exemple sur l'allaitement. La FAO et le FIDA ont présenté leurs travaux sur la réforme des systèmes alimentaires au moyen de politiques efficaces visant à lutter contre toutes les formes de malnutrition, le FIDA insistant particulièrement sur les zones rurales. Le PAM a rappelé l'importance de ses travaux, qui orientent les interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou qui la prennent en compte à l'échelle des pays, y compris en situation d'urgence.

30. L'importance d'une approche à parties prenantes multiples rassemblant des acteurs spécialisés, les communautés, le secteur privé, la société civile à tous les niveaux et divers ministères a été rappelée. Les organisations du système des Nations Unies ont mis en avant de très bon exemples d'approches et d'actions complémentaires ayant d'importantes incidences positives sur la nutrition. Les exemples nationaux présentés ont souligné la nécessité de mettre en place des politiques participatives qui encouragent et soutiennent les efforts des différents acteurs en faveur d'une meilleure nutrition.

31. Un solide engagement politique au plus haut niveau est indispensable pour garantir l'adoption des approches multisectorielles et multipartites qui sont nécessaires pour lutter contre la malnutrition. Les interventions axées sur la malnutrition qui mettent l'accent sur les mères et les enfants peuvent être efficaces pour prévenir le retard de croissance, en particulier dans les 1 000 jours qui suivent la conception.

32. Mais elles ne sont pas suffisantes pour éradiquer le retard de croissance. Elles doivent être appuyées et complétées par des actions sensibles à cette problématique, qui s'adressent aux causes sous-jacentes de la malnutrition, et tiennent compte de tous les aspects de la vie, notamment des besoins particuliers des adolescentes et des futures mères.

33. Les réponses et les politiques qui ciblent le secteur agricole présentent de nombreuses possibilités d'amélioration de la nutrition. Cela s'explique par les nombreux liens qui existent entre les moyens d'existence agricoles et la nutrition, notamment via la génération de revenus, la relation

production-consommation, l'impact des politiques publiques sur l'accès économique aux régimes alimentaires nutritifs et le rôle clé des femmes dans l'agriculture.

34. La manifestation a souligné avec force le rôle central joué par les femmes dans la lutte contre la malnutrition. La contribution des femmes est cruciale en raison de leurs nombreuses fonctions: elles donnent la vie, nourrissent les enfants (allaitement) et les élèvent, travaillent (activité agricole ou non), et transforment et vendent les produits alimentaires.

35. Les exemples nationaux ont présenté différentes approches en matière de mesures axées sur la nutrition ou en tenant compte. L'exemple de la Thaïlande met l'accent sur l'importance de la mobilisation communautaire ainsi que sur les programmes de restauration scolaire. L'exemple du Sénégal met en lumière l'importance du suivi qui permet d'ajuster et d'adapter de manière permanente les actions au large éventail de parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de la Politique nationale de nutrition. L'expérience indienne porte sur la nécessité d'élaborer des politiques et des réglementations nationales en faveur d'interventions critiques pour la sécurité alimentaire des femmes. Le programme éthiopien d'aide sociale productive, qui propose des transferts en espèces et en nature aux communautés qui souffrent de manière chronique d'insécurité alimentaire, est la plateforme reconnue pour les principales interventions qui tiennent compte de la nutrition.

36. Les causes de la malnutrition, notamment les causes du retard de croissance chez l'enfant, sont étroitement liées au contexte et sont la conséquence d'un ensemble unique de facteurs. Les interventions doivent de ce fait être élaborées localement et bien tenir compte du contexte. Les approches communautaires respectueuses des normes sociales et culturelles sont de très bons exemples d'actions efficaces, durables, ciblées et participatives orientées sur le long terme.

37. La spécificité contextuelle des questions liées à la malnutrition, notamment au retard de croissance, fait de l'étude des environnements alimentaires un aspect crucial des interventions touchant les systèmes alimentaires. Pour les politiques, les investissements, et les actions visant à promouvoir une évolution positive des habitudes alimentaires, les environnements alimentaires constituent un point d'accès crucial aux systèmes alimentaires, et un domaine d'intérêt important pour les travaux en faveur de la convergence des politiques du CSA en matière de nutrition, conformément aux recommandations du rapport du Groupe d'experts de haut niveau du CSA sur la nutrition et les systèmes alimentaires.

38. Le Président du Groupe de travail à composition non limitée sur la nutrition a conclu en remerciant la FAO, le FIDA et l'OMS pour les contributions financières qui ont permis la tenue de cette manifestation, ainsi que pour leurs interventions. Il a adressé ses remerciements à Mme Stineke Oenema du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition, modératrice; à Mme Suneetha Kadiyala, conférencière d'honneur; aux quatre intervenants, à savoir Vandana Prasad (Inde), Abdoulaye Ka (Sénégal), Ferew Lemma (Éthiopie), Emorn Udomkesmalee (Thaïlande); et à tous ceux qui ont pris la parole au cours de la journée, ainsi qu'au Secrétariat du CSA, qui a organisé la manifestation.